

[Text]

the House. Several of the members opposite spoke several times, though it's difficult to notice any difference in what they said in their various speeches.

I heard Mr. Dingwall's speech on Enterprise Cape Breton. I forget whether it was two or three times, but he said basically the same thing both times. Quite frankly, this bill has already taken up far more of Parliament's time than warrants a routine budget implementation bill, which is what it is, a budget that was passed a year ago.

I think if you look at the list of witnesses, there are people who have indicated that they wish to speak. There is a considerable redundancy. The issue debated at length and brought out by the opposition was, as Mr. Blenkarn said, the folding of SSHRC into the Canada Council.

If we invite the two umbrella groups that are represented there, which are numbers 1 and 7 on the list here, and you include AUCC, which speaks on behalf of all the tertiary institutions, and then turn around and have individual professors or individual groups of professors, who are already represented either in the Social Science Federation or the Canadian Federation of Humanities, it is simply redundant. I think it's unnecessary.

So to have those three institutions, you really have every academic in the country represented. I think the ICCS is a separate issue. They too are an umbrella group that speaks for something like 30 or 35 international organizations of Canadian studies. You might say they are representative of the principal client group affected by the international cultural programs. I can't recall anybody in the House speaking to that issue although the ICCF has developed a brief. I have met with some members. I know they came to see me. So I think there should be provision to hear from them.

I think the schedule proposed by Mr. Blenkarn is eminently reasonable. It does provide an opportunity for people whose views have been articulated through various members in the House to come before the committee and directly present the case. I think it's appropriate for the committee to hear that. But as for tying up a great deal of time hearing people wearing different hats and coming before the committee and saying the same thing on several different occasions, I can't agree with that.

Mrs. Marleau: I understand the fact that this bill was debated in the House but I certainly don't want to take the blame for this bill coming so late after February's budget. It is Bill C-93, you'll notice. It was only one of the last bills presented. We did not sit, although we could have sat, during the referendum.

So I beg to differ. It isn't all the opposition's fault. The government often does not —

Mr. McCreath: The government —

The Chairman: Let's hear her out.

[Translation]

Plusieurs députés de l'opposition ont pris la parole à plusieurs reprises, mais il était difficile de voir dans quelle mesure leurs discours différaient l'un de l'autre.

J'ai entendu M. Dingwall parler d'Entreprise Cap Breton. Je ne sais pas s'il en a parlé deux ou trois fois, mais essentiellement il n'a fait que se répéter. En toute franchise, ce projet de loi a déjà occupé le Parlement plus longtemps que ne le doit un projet de loi de mise en oeuvre d'une mesure budgétaire, et c'est bien de cela qu'il s'agit, et ce budget a été adopté il y a déjà un an.

La liste des témoins qui ont demandé de comparaître est pleine de redondance. Comme M. Blenkarn l'a dit, la question qui a été débattue en long en large par l'opposition c'est l'attribution des fonctions du Conseil de recherches en sciences humaines au Conseil des Arts du Canada.

Si nous invitons les deux organisations cadres qui figurent sur la liste aux numéros 1 et 7, et si l'on y ajoute l'Association des universités et collèges du Canada qui parle au nom de tous les organismes tertiaires, pour entendre ensuite des universitaires qui désirent comparaître individuellement ou en groupe, alors qu'ils sont déjà représentés soit par la Fédération canadienne des sciences sociales, soit par la Fédération canadienne des études humaines, nous n'aurons tout simplement que des répétitions. Cela me semble inutile.

Donc, si ces trois organisations sont convoquées, elles représenteront pratiquement tous les universitaires du pays. La situation est différente en ce qui concerne le Conseil international d'études canadiennes. Là encore, il s'agit d'un groupe cadre qui parle au nom de 30 à 35 organisations internationales d'études canadiennes. On pourrait dire que ce conseil représentent le principal groupe touché par les programmes culturels internationaux. Je ne me souviens pas avoir entendu quelqu'un soulever cette question à la Chambre, bien que le Conseil international d'études canadiennes ait préparé un mémoire. J'ai rencontré plusieurs membres de ce conseil; je sais qu'ils sont venus pour me voir. Je crois donc que nous devrions les entendre.

Le programme proposé par M. Blenkarn me semble tout à fait acceptable. Il permet à ceux dont le point de vue a été présenté par différents députés à la Chambre de soumettre leur cas devant notre comité. Leur audition me semble tout à fait appropriée. Par contre, je ne peux pas accepter que l'on consacre beaucoup de temps à entendre différents individus dire la même chose au nom de différentes associations.

Mme Marleau: Je reconnais que ce projet de loi a déjà été débattu en Chambre, mais on ne peut certainement pas me blâmer pour la longue période qui s'est écoulé entre la présentation du budget en février et le dépôt du projet de loi à la Chambre. Notez le numéro de ce projet de loi, c'est le C-93, l'un des derniers qu'on ait déposés. Pendant la période référendaire, le Parlement n'a pas siégé, ce qu'il aurait pu faire.

Donc, je ne suis pas d'accord. On ne peut pas dire que c'est l'opposition qui est responsable. Le gouvernement, très souvent, ne fait pas. . .

M. McCreath: Le gouvernement. . .

Le président: Laissez-nous entendre la députée.